ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

1ere circonscription



TANGUY Jean

Elève de l'Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud. Professeur à l'Ecole Normale de Vannes depuis 1946. Membre actif de la Résistance Universitaire. Elu Conseiller Municipal de Vannes en 1947, réélu en 1953, il participe activement pendant 12 ans à tous les débats. Militant syndical, il a été longtemps l'élu des travailleurs dans les organismes sociaux du département et de la région. Il est Chevalier du Mérite Social

Pour un gouvernement populaire et d'union démocratique

TANGUY Jean

Professeur à l'École Normale
Chevalier du Mérite Social

et son remplaçant éventuel :

GUYOT Émile

Retraité

CANDIDATS DU

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Dix années de politique gaulliste ont provoqué un mouvement d'une puissance et d'une ampleur exceptionnelles, soulevé toutes les couches laborieuses de la population.

Dix millions d'ouvriers ont agi avec résolution, calme et sang-froid pour la satisfaction de leurs revendications les plus essentielles. Etudiants et enseignants ont engagé la lutte pour une université démocratique et moderne adaptée aux besoins du pays. Les paysans, les marins ont également exprimé un mécontentement largement justifié, ainsi que les commerçants et artisans écrasés par une fiscalité antidémocratique. Dès le 8 mai, ce mécontentement s'était exprimé avec force dans les départements de l'Ouest.

Certes, la lutte a permis d'obtenir des résultats positifs. Mais la seule façon de répondre pleinement aux aspirations de la population est d'en finir avec le pouvoir personnel et de lui substituer un gouvernement populaire et d'union démocratique.

Pour tenter de prolonger sa domination chancelante et poursuivre une politique rétrograde et antisociale, le chef de l'Etat a recours à l'anticommunisme le plus grossier. Il tente d'effrayer la population et prétend détenir le monopole du patriotisme.

A la vérité, c'est le pouvoir actuel qui est le fauteur de désordre et qui conduit à la dictature. Face à la grande bourgeoisie antinationale, par nature, les masses populaires, en luttant pour l'avènement d'une démocratie véritable, agissent dans l'intérêt du pays. Le drapeau national n'est pas la propriété du grand patronat, mais celui du peuple et le Parti Communiste Français, « le Parti des 75.000 fusillés », n'a pas de leçon de patriotisme à recevoir.

Pour un programme commun de gouvernement

Dans leur masse, les Français aspirent à de profonds changements politiques. Ils ne veulent ni d'un retour au passé, ni d'un replâtrage du système, ni d'un autre homme providentiel.

Le choix n'est pas entre gaullisme et communisme, mais entre un pouvoir qui a fait faillite et un régime nouveau qui effectuera la rénovation des structures économiques, sociales et politiques en conformité avec les intérêts de la population et du pays.

Cette démocratie nouvelle ne peut être l'œuvre que de l'ensemble des forces ouvrières et démocratiques. Elles doivent s'unir sur la base d'un programme commun de gouvernement, bénéficiant d'un large appui populaire. Ce programme commun, pour la réalisation duquel notre parti lutte avec persévérance, doit notamment envisager :

- La satisfaction des justes revendications des travailleurs - l'abrogation des Ordonnances antisociales ;
- L'élévation du niveau de vie de la population, afin qu'elle bénéficie de l'accroissement des richesses nationales, du progrès des sciences et des techniques ;
- La démocratisation de la vie nationale dans tous ses aspects ;
- La nationalisation des grands monopoles qui détiennent les secteurs-clés de l'économie nationale. Ce qui permettra la mise en œuvre d'un plan démocratique de développement économique et l'expansion des régions sous-développées comme la Bretagne ;
- La création d'une université démocratique et moderne répondant aux besoins de la jeunesse et du pays ;
- Le soutien d'une politique agricole fondée sur la coopération, la modernisation, l'aide à l'exploitation familiale, la juste rémunération du travail paysan ;
- Une véritable politique nationale des pêches ;
- La réforme de la fiscalité, supprimant les privilèges accordés aux monopoles et allégeant les charges et impôts qui pèsent sur les travailleurs, le petit commerce et l'artisanat ;
- Les mesures essentielles qui, en politique extérieure, permettront à la France de développer une politique de paix et d'indépendance nationale ;
- La participation au gouvernement d'union démocratique, du Parti Communiste, sans lequel une politique de progrès social est impossible.

Pour

en finir avec le pouvoir gaulliste

une démocratie véritable conduisant au socialisme

un gouvernement populaire et d'union démocratique

APPORTEZ-NOUS L'APPUI DE VOS SUFFRAGES

Votez pour

TANGUY Jean

Professeur à l'École Normale, Chevalier du Mérite Social

Remplaçant éventuel :

GUYOT Émile

Retraité

IMP. CENTRALE - LORIENT

Vu les Candidats